

## Face au futur... les incertitudes

Christian de MITTELWIHR

**Les réactions citoyennes face à des événements exceptionnels soulignent combien la société est démunie face à l'incertain, et vain le désir du risque zéro.**

Ces réactions donnent la mesure de notre ignorance. En effet, ce qui va arriver, nul ne peut le garantir, en donner une probabilité, ni en connaître les effets. Aussi faut-il admettre et surtout assumer les conséquences de ce qui est indéterminable et imprévisible. Face à une incertitude, toute décision est déterminée par trois points successifs. D'abord, l'acquisition de l'information (information qui provient en général du scientifique ; elle réduit mais ne supprime pas le risque). Ensuite, le choix entre des valeurs et, enfin, la prise de risques. Prenons comme exemple l'ESB (mieux connu sous l'appellation « vache folle ») : au cours des années 20, les scientifiques avaient déjà découvert les symptômes de la vache folle quand un bovin avait une alimentation carnée. Mais que pèse cette information, après 80 ans, quand les valeurs choisies sont les bénéfiques pour les éleveurs, les fabricants de farine... et une viande moins chère pour le consommateur ? Alors la prise de risque est totale à tous les échelons de la collectivité. Dès lors, le citoyen cherche un responsable ailleurs, et la tentation devient facile d'accuser l'éleveur, le fabricant de farine, les scientifiques... Ceci démontre la difficulté de prendre une décision dans un contexte d'incertitude, en plus soumis au lobbying, et les conséquences catastrophiques qui peuvent en découler quand tout ou partie de l'information disponible n'est pas acquise, voire occultée. En outre, quand la collectivité ne veut pas assumer une incertitude du futur, elle laisse la responsabilité du risque zéro à autrui, généralement au politique qui est contraint d'user de l'utopique et flou principe de précaution, c'est-à-dire qu'il se couvre par des lois et décrets, pris au nom de la collectivité, pour gérer le probable sur la base d'un accord social face à des phénomènes non maîtrisés par l'homme, tout en tentant de ne pas perturber l'économie. L'avis scientifique est souvent recherché pour tenter d'éviter le principe de précaution, mais c'est oublier que cet avis s'appuie sur un état de connaissances qui comportent elles-mêmes des incertitudes et sont toujours révisables - une donnée inscrite au cœur même de la pratique scientifique, ce que découvre petit à petit la société. Un apprentissage collectif des risques doit se mettre en place, englobant tous les acteurs : citoyens, experts, médias, politiques, lobbies économiques... pour aboutir à une régulation en commun de ces risques, que tout laisse présager comme allant croissant en nombre et importance ■

→ Christian de Mittelwihr est directeur de recherches au CNRS.

## Oh ! Que d'eau...

Christian de MITTELWIHR

**Le changement climatique nous oblige à reconsidérer notre quotidien.**

**Mais pouvons-nous ou voulons-nous l'admettre ?**

La montée de la moyenne de la température annuelle de quelques dixièmes de degré par an entraîne des modifications climatiques avec une tendance de plus en plus forte à la sécheresse dans le sud de l'Europe et bientôt de la France, et, en revanche, une augmentation de la pluviométrie dans le nord de la France et de l'Europe. Aucun expert ne sait où passera la ligne, mais elle coupera la France en deux : le Sud au sec et le Nord les pieds dans l'eau. Ce présent-futur est connu, répété, rabâché par les scientifiques du monde entier, et pourtant... quand surviennent les inondations sous l'effet des pluies devenues « normalement » surabondantes, fusent des raisons aussi diverses que farfelues. En tout cas, on ne peut faire appel à la mémoire de l'homme, car de tels phénomènes y sont absents, car nouveaux. Reste qu'il faut savoir accepter ce « fléau » qui est dû à nous-mêmes. Quand bétonnage, asphaltage, remembrement, suppression des haies, urbanisation incohérente, aménagement des cours d'eau, tourisme, etc., car la liste serait longue, sont brutalement confrontés à une forte augmentation des pluies, indirectement induite par l'effet de serre, il est parfaitement naturel que tout déborde, les paroles aussi ! Les prévisions vont vers une amplification des pluies dans les régions actuellement déjà inondées, et ni le Premier ministre, ni le gouvernement, ni la région, le département ou le maire n'y pourront quelque chose. Mais le citoyen, oui ! Comment ? En réduisant l'effet de serre, en revoyant l'environnement. Construire et reconstruire autrement et ailleurs, bousculer les mentalités. Une chose est déjà certaine, ces changements climatiques toucheront de façon disproportionnée les « pauvres », ceux ne disposant pas de capacités pour s'adapter. Une bonne raison pour que le réchauffement de la planète et surtout ses conséquences n'alarment pas que les experts. Aussi le scientifique que je suis s'interroge sur l'opinion de ceux qui lisent ces lignes, car, contrairement au train, tirer le signal d'alarme ne semble en rien ralentir la trajectoire de notre société. Ou bien suis-je vraiment myope en tirant sur la mauvaise poignée ?

→ Christian de Mittelwihr est directeur de recherches au CNRS.

## Connaissances scientifiques avec conscience

Christian de MITTELWIHR

**Tout citoyen est comptable de ses actions vis-à-vis de la société, malgré le constat de la difficulté d'appréhender la complexité de toute réalité.**

Depuis le milieu des années soixante-dix, la spécialisation, notamment dans les sciences, s'est progressivement imposée avec une bienveillance souhaitée de la société. Les résultats de cette politique mettent en exergue des conséquences de plus en plus insidieuses. Parce que le spécialiste est devenu ignare de tout ce qui ne concerne pas son étroite spécialité et que le non-spécialiste, dont le politique mais aussi le théologien, n'a plus accès à une connaissance devenue de plus en plus pointue. Cette situation paradoxale conduit à une difficulté grandissante pour l'un et l'autre de réfléchir sur le monde. En effet, si les résultats scientifiques ont des répercussions directes sur notre vie, la difficulté pour la science de s'imbriquer dans la société est démontrée par l'impossibilité de faire prendre conscience au politique et au citoyen de se remettre en question pour pouvoir envisager, ensemble avec les scientifiques, des perspectives sociétales. En attestant l'absence de discussions sur les OGM, la génétique, les émissions de gaz à effet de serre... de peur de ne plus pouvoir gaspiller en toute sérénité ! Le développement des recherches scientifiques et surtout l'application et l'exploitation des connaissances nouvelles engagent la responsabilité du citoyen, de tous les citoyens, y compris les scientifiques. Tous sont-ils conscients de l'imbrication de la science dans la société, avant même d'établir une éthique, de la nécessaire formulation du questionnement scientifique ? Car, moins les citoyens s'impliquent dans la vie politique et plus les scientifiques ont tendance à poursuivre leurs propres fins, avec une exploitation des nouvelles connaissances pour les bénéfices de quelques-uns. Les multinationales pharmaceutiques fournissent des exemples où l'économie et la récolte de dividendes sont de plus en plus présentes ! Reste alors une interrogation pour une société où les loisirs égocentriques sont devenus un but de vie : comment user de la RTT (réduction du temps de travail) avec conscience, à moins de continuer à vivre avec inconscience ? ■

→ Christian de Mittelwihr est directeur de recherches au CNRS.